

Questions orales

contient avec le premier ministre. Entre temps, je puis assurer à la députée et à la famille Haddad que nous avons examiné ce dossier qui n'a pas grand-chose, je dirais presque rien de secret étant donné que tout le monde est au courant des mesures qui ont été prises pour le compte de la famille Haddad et de M^{me} Haddad.

Le gouvernement continuera à manifester sa sympathie à la famille et ne manquera pas de suivre toute piste susceptible de nous fournir d'autres renseignements ou de nous permettre de déterminer exactement ce qui s'est passé.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, la famille Haddad n'a que faire de notre sympathie. Elle veut que l'on agisse.

À la Chambre, hier, malgré toutes les preuves du contraire, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures persistait à soutenir que M^{me} Haddad n'a pas été prise en otage.

Hier soir, sur le réseau national de télévision, on a vu deux ministres du gouvernement libanais affirmer catégoriquement qu'elle est détenue en otage.

Cette grand-mère montréalaise de 66 ans est détenue depuis 2 000 jours, peut-être au Liban. On ne sait pas si elle est toujours en vie.

Vu la gravité de la situation, le premier ministre acceptera-t-il, comme il l'a fait dans d'autres cas, d'intervenir personnellement auprès du président libanais pour lui faire savoir que le gouvernement canadien prend cette affaire à coeur et qu'il reconnaît en M^{me} Haddad un otage canadien qui mérite notre appui et notre aide?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je crois que mon amie a parfaitement raison. M^{me} Haddad mérite effectivement tout l'appui et toute l'aide que nous pouvons lui donner, et c'est précisément ce que le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire de la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, est en train de faire.

Nous avons constamment fait savoir au gouvernement du Liban qu'à notre avis, les efforts que nous déployons devraient recevoir le plein appui de toutes les autorités compétentes de ce pays, dans la mesure où elles existent dans cette contrée en proie à de très graves difficultés.

Nous avons obtenu le genre d'assurances qui ont conduit la secrétaire d'État aux Affaires extérieures à exprimer l'avis qu'elle a donné dans son intervention.

Mme Copps: La secrétaire d'État a tort.

M. Mulroney: Mon amie dit que la secrétaire d'État se trompe. Je suppose que c'est possible. Tout est possible.

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures a donné des assurances pleines et entières à la députée, à l'ensemble de la Chambre et à la famille Haddad, au sujet de tout ce qu'elle sait, de tout ce que le gouvernement du Canada sait ainsi que de tout ce que nous avons fait et que nous serions prêts à faire pour venir en aide à M^{me} Haddad et à sa famille.

Peut-être mon amie sait-elle quelque chose que nous ignorons. Elle vient de dire que nous faisons fausse route. Elle a peut-être raison. Je suis tout disposé à la rencontrer pour qu'elle me communique ces renseignements. Je puis cependant lui assurer ainsi qu'à la famille Haddad que le gouvernement prend la situation très au sérieux. Nous sommes allés aussi loin dans nos démarches qu'un gouvernement peut le faire à notre avis. Si nous pouvons faire plus, nous le ferons.

Je veux que la Chambre sache que la secrétaire d'État aux Affaires extérieures m'a personnellement tenu au courant, qu'elle a régulièrement informé le Cabinet de l'évolution du dossier et qu'elle a défendu de façon remarquable les intérêts de M^{me} Haddad et de sa famille.

Je ne dis pas que nous ne pouvons pas faire mieux. S'il y a plus à faire, le gouvernement du Canada n'y manquera pas.

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au premier ministre.

Hier, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré que le gouvernement avait fait tout en son pouvoir.

• (1450)

Pourtant, hier soir, nous apprenions que les agents du gouvernement fédéral n'ont jamais communiqué avec la famille de l'homme qui a été enlevé avec M^{me} Haddad. Les agents du gouvernement n'ont jamais parlé aux autres otages qui ont été détenus avec M^{me} Haddad. Ils n'ont jamais parlé à la dernière personne au Liban à avoir aperçu M^{me} Haddad. Ils n'ont donc pas fait l'impossible.

Je voudrais que le premier ministre nous promette que les agents du gouvernement et lui-même feront vraiment l'impossible et prendront les mesures que d'autres pays ont prises pour appuyer leurs citoyens pris en otage.